

Quelles stratégies pour sauvegarder la Démocratie ?...

Le Burundi n'était pas habitué aux tricheries électorales :

L'histoire récente des élections au Burundi (1961, 1993 et 2005) nous avait habitués à des élections régulières, reconnues et acceptées par toute la classe politique, toutes tendances confondues; mais 2010 est entrain de démontrer le contraire, puisque les premières élections communales sont déjà contestées.

Le pouvoir fête la victoire, l'opposition crie aux fraudes généralisées et demande l'annulation et la reprogrammation des communales, et la CENI, imperturbable, demande des preuves « tangibles ». Certains « observateurs » s'empresent de déclarer que le scrutin s'est « déroulé régulièrement ».

Ce triste scénario n'honore pas la démocratie, mais donne l'image pitoyable d'une démocratie attaquée par ses propres enfants.

Et c'est le CNDD - FDD, qui prétend s'être battu durant plus d'une décennie pour la démocratie, qui nous offre un tel spectacle désolant au lieu de sauvegarder les acquis démocratiques du peuple burundais.

Les responsabilités : The leadership Institute est convaincu que les responsabilités sont relativement partagées :

- La CENI, « **indépendante** » qu'elle est, aurait été bien inspirée de donner d'amples explications sur les véritables motifs des reports des communales au lieu de leurrer l'opinion en parlant de problèmes d'ordre « logistique ».
- L'opposition, si elle n'avait pas donné trop de confiance dans cette CENI, aurait refusé un report inexplicable sans avoir compris les véritables raisons de ce changement de dernière heure ; après tout, le bureau de cette CENI a été approuvé par toute la classe politique (pouvoir et opposition réunis via leurs représentants au parlement)
- Le pouvoir CNDD - FDD, qui a pris la responsabilité historique d'assassiner la démocratie, ouvrant par conséquent la boîte de pandore à tous genres d'aventures. La démocratie protège ses enfants, et la dictature mange ses mentors. Les burundais méritaient plus de respect pour leur lutte. S'il ne rectifie pas le tir, il devra

assumer les conséquences de ces actes et être prêt à en payer le prix.

Défis des partenaires politiques : Les défaillances des communales doivent servir de leçons dans la préparation des suivantes élections : non seulement constituer le dossier relevant toutes les irrégularités pour ce scrutin pour faire pression sur la CENI, mais surtout prendre les mesures nécessaires pour que cela ne se répète plus au cours des suivantes consultations (présidentielles, législatives, sénatoriales et collinaires) qui devront être libres et transparentes pour que l'opposition puisse prouver sa véritable force en comptabilisant bel et bien toutes ses voix. Telle sera la revanche du peuple burundais. Les prochaines élections sont donc hautement stratégiques.

De toutes les façons, il ne faut pas s'attendre à ce que la CENI soit d'une aide quelconque pour reconnaître, sans un dossier présenté par l'opposition, que des irrégularités ont été commises car ce serait reconnaître ses propres erreurs. A vrai dire, la CENI, version 2010, est défaillante. Nous l'avons dit il y a quelques jours. Elle souffre d'un manque de transparence dans ses procédures car quand il y a des problèmes, elle réagit non pas en « technicien » mais en « politique » où il faut se justifier au lieu d'expliquer. Les propos de Pierre Claver NDAYICARIYE sont inacceptables quand il essaie chaque fois de minimiser ses défaillances ou de noyer ses responsabilités.

Dans l'organisation d'une élection, 80% du travail est une affaire de « logistique » pour appuyer les autres 20% constitués de règles et procédures. Ainsi, quand il évoque la « logistique » pour justifier les défaillances, on peut raisonnablement interpréter cette attitude du président de la CENI soit comme un signe d'incompétence notoire (dans ce cas sa place est ailleurs), soit comme un prétexte pour favoriser la tricherie en faveur de quelque politicien (dans ce cas sa place n'est pas à la tête d'une commission dite « indépendante »). Monsieur Pierre Claver NDAYICARIYE !!!!! Quelle déception ! Quelle que soit la suite de l'impasse actuelle, il vient de prouver qu'il n'est pas à la hauteur. On se pose d'ailleurs des questions sur les conditions de sa nomination à ce poste.

Néanmoins, tout n'est pas perdu, il y a encore du temps pour élaborer des stratégies et sauver la démocratie; chacun des différents acteurs politiques est interpellé pour respecter le peuple et protéger ses voix en :

1. Constituant un front commun de toute l'opposition
2. Constituant un dossier solide sur toutes les irrégularités commises lors des élections communales et les soumettre à la CENI en vertu des dispositions de la Loi Electorale.
3. Sensibilisant la population sur les « tricheries » et surtout les membres des partis d'opposition qui ont voté et qui ont vu leurs voix non comptabilisées du fait des tricheries du CNDD FDD.
4. Réclamant une révision des procédures douteuses de la CENI pour garantir le bon déroulement des scrutins suivants.

Nous demandons aux « observateurs » de comprendre que le Burundi est encore très fragile et d'éviter de mettre de l'huile sur le feu par des déclarations hâtives de nature à semer de la confusion sur des « résultats encore provisoires » et à plus forte raison contestées.

L'heure est grave pour le Burundi. L'essentiel sera la capacité de la classe politique à surmonter ces épreuves. Il s'agit des défis à relever non pas des problèmes insolubles : pas de place à la « chaise vide » qui paie rarement en politique. Il faut éviter de céder au désespoir, au sentimentalisme et au triomphalisme injustifié. La classe politique (au pouvoir et dans l'opposition) doit saisir l'opportunité de démontrer sa maturité politique.

Aujourd'hui, la démocratie est en danger et **les grands moments appellent de grands hommes**. Nous faisons appel à l'opposition politique burundaise pour ne pas permettre au CNDD FDD de mettre aux calendes grecques **TOUS** les efforts entrepris pour instaurer la démocratie au Burundi. Le temps n'en est pas aux atermoiements.

Nous demandons à tous les politiciens burundais de se ressaisir, de démontrer tout le respect aux innombrables citoyens qui ont sacrifié leur sang pour la démocratie et de stopper sa mise à mort. Ce sera poser les jalons pour une paix durable au Burundi.